



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 18 au 24 septembre 2020

Le 25 septembre 2020

## Résumé

**Afghanistan** : Soutien de la Banque asiatique de Développement (BAsD) de 100 M USD pour les PME affectées par la pandémie et de l'USAID pour 4 projets d'énergie durable. L'Afghanistan importe annuellement plus de 2,5 Mds USD de biens iraniens alors que les exportations afghanes vers l'Iran n'atteignent que 14 M USD. Selon la Chambre afghane des Mines et des Investissements, entre 60 et 80% des entreprises ont été significativement affectées par la crise du COVID-19.

**Bangladesh** : Montée en puissance des zones spéciales d'exportation. Un marché obligataire qui peine toujours à décoller pour les non-résidents. Les investissements directs du Bangladesh à l'étranger étaient négatifs au cours de l'exercice budgétaire 2019.

**Bhoutan** : Ambitieux plan de relance de l'économie en préparation. Emission de la première obligation souveraine du Royaume. Plus de 120 M USD de subventions accordées par l'ONU.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques et financiers* : Prévision d'une récession de 5,9% par la CNUCED pour cette année. Le marché actions atteint un étiage de quatre mois, avec une accélération des liquidations par les investisseurs étrangers lors des trois dernières semaines. *Autres informations* : Le Parlement a approuvé trois projets de loi clés sur la réforme du droit du travail. Retour des prêts immobiliers et au secteur automobile à leur niveau de 2019 en juillet et août.

**Maldives** : Révision à la baisse des prévisions de croissance par la Banque asiatique de développement. Hausse du déficit public sur la période 1<sup>er</sup> janvier – 10 septembre 2020.

**Népal** : Portemonnaies électroniques pour les travailleurs migrants. Le ministre de la culture, du tourisme et de l'aviation civile estime les pertes à 508 M USD pour le secteur du tourisme. Prêt de 200 M USD de la Banque mondiale. Don versé de 13 M USD de l'Inde au Népal pour la reconstruction post-séisme.

**Pakistan** : Statu quo dans la conduite de la politique monétaire. Amélioration marquée du solde de la balance courante sur les deux premiers mois de l'exercice 2020/21. Progression des flux nets d'IDE en juillet et août 2020. Bilan de l'aide financière internationale reçue en soutien des efforts de lutte contre la crise sanitaire et les effets socio-économiques de la pandémie Covid-19. Le CIRDI de la Banque mondiale accorde un sursis d'exécution de la sentence arbitrale dans l'affaire Reko Diq.

**Sri Lanka** : Révision à la hausse des prévisions de croissance par la BAsD. Diminution de -19,2% des recettes d'exportation sur janvier-août 2020. Hausse des transferts financiers des migrants en juillet.



## AFGHANISTAN

- **Soutien de la Banque asiatique de Développement de 100 M USD pour les PME affectées par la pandémie.** La BASD prépare un plan de soutien contra cyclique dans le cadre de son programme *COVID-19 Active Response and Expenditures Support*. Le ministre afghan de l'économie a confirmé de son côté que 560 M USD seraient alloués par le gouvernement aux entreprises pour faire face aux conséquences de la pandémie. Cette enveloppe doit toutefois encore être approuvée par le Haut conseil économique.

La BASD anticipe par ailleurs un recul de la croissance pour l'Afghanistan à 5,0% en 2020 et une reprise de 1,5% en 2021. Cette reprise reste toutefois aussi conditionnée aux progrès des pourparlers de paix en cours.

- **Soutien de l'USAID pour 4 projets d'énergie durable.** Le gouvernement afghan a signé avec l'USAID quatre accords pour des achats à des producteurs d'électricité indépendants (IPP) et favoriser dans le même temps l'accessibilité aux énergies renouvelables. Comme on le sait, le manque d'énergie disponible et abordable fait obstacle au développement économique du pays.
- **A l'occasion de la première exposition irano-afghane sur l'industrie à Kaboul, la Chambre de commerce international afghane a rappelé que** l'Afghanistan importait annuellement plus de 2,5 Mds USD de biens iraniens alors que les exportations afghanes vers l'Iran n'atteignent que 14 M USD.
- **Selon la Chambre afghane des Mines et des Investissements, entre 60 et 80% des entreprises ont été significativement affectées par la crise du COVID-19.** Elle identifie aussi le problème de la corruption et l'incapacité du gouvernement à engager les négociations avec ses voisins comme responsables de la situation économique du pays, ainsi que l'absence d'un soutien suffisant au secteur privé et à la production domestique.

## BANGLADESH

- **Montée en puissance des zones spéciales d'exportation.** L'agence publique BEPZA (*Bangladesh Export Processing Zones Authority* <https://bepza.gov.bd/>) qui gère huit zones économiques spéciales d'exportation (EPZ), disposant d'un statut fiscal favorable, monte en puissance. Selon le Bureau des statistiques (BBS), ses exportations cumulées se sont élevées sur l'exercice 2019/2020 à 6,49 Mds USD, soit 19,3% des exportations de biens du pays (33,67 Mds USD) contre 18,6% l'année précédente (40,54 Mds USD).

La pandémie de la Covid-19 a eu un impact négatif sur les ventes d'articles de confection, avec des gels de commandes de 3 Mds USD entre mars et avril dernier par les donneurs d'ordre internationaux. Les huit EPZ rassemblent 475 usines en activité (et 74 en construction) qui emploient plus de 466.000 Bangladais ; elles représentent à fin juin 2020 un investissement cumulé de 5,29 Mds USD.

Le gouvernement souhaite multiplier les EPZ dédiées à un pays (le Japon, l'Inde et la Chine ont des projets en cours, la Corée du sud étant la seule à disposer d'une EPZ) et concentrer les nouveaux investissements industriels dans les Zones économiques spéciales (SEZ), dont une centaine seraient créées d'ici 2030.



La Banque centrale vient d'autoriser tous les exportateurs titulaires d'un compte à l'étranger (*Exporter Retention Quota ERQ account*) sur lequel ils conservent une partie des règlements, à payer leur personnel étranger en devises (et non plus en Taka versés le plus souvent en espèces), alors que cette facilité était jusqu'à présent réservée aux personnels des EPZ.

Cette disposition permettra d'attirer des compétences, de fiscaliser les salariés expatriés et de canaliser dans les circuits bancaires le rapatriement à l'étranger de leurs liquidités (et non plus via les canaux informels type *Hundis*). On évalue à plus de 250.000 les impatriés qui travaillent au Bangladesh (une grande majorité sont ressortissants indiens), dont à peine 90.000 sont déclarés.

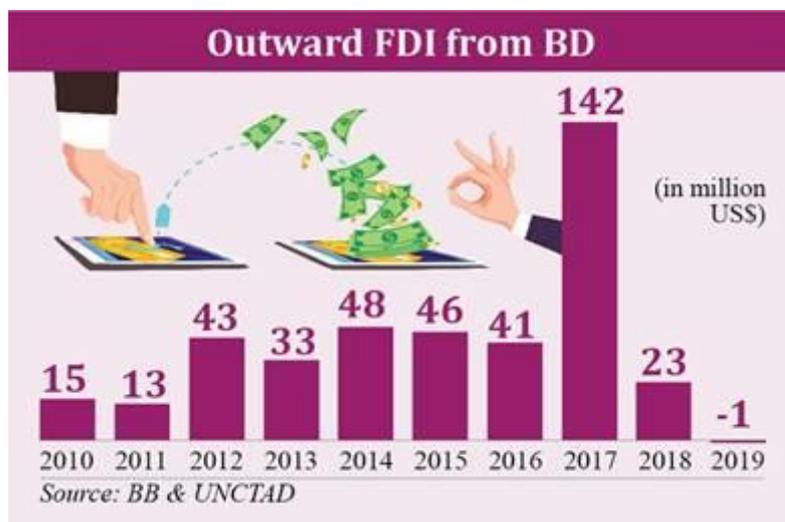
- **Un marché obligataire qui peine toujours à décoller pour les non-résidents.** Le montant des obligations placées par les banques auprès de leurs clients à l'étranger a baissé en 2019/2020 pour la seconde année consécutive et reste inférieur au niveau atteint lors de l'exercice budgétaire 2016. Des procédures complexes, un réseau de vente à l'étranger encore limité, le manque de confiance du public, l'absence de campagnes promotionnelles continuent à éloigner les investisseurs potentiels, alors que la cible est considérable (plus de 12 millions de NRB ou *Non Resident Bangladeshis*). Les trois produits phares (*Wage Earners' Development Bond* (WEDB), *US Dollar Premium Bond* (DPB) et *US Dollar Investment Bond* (DIB)) ont représenté ensemble 16,2 Mds TK en 2020 (166 M€), en retrait de 14% par rapport à l'an dernier (18,9 Mds TK) et 22,7 Mds TK en FY2018.

WEDB a rapporté en 2020 13,41 Mds TK loin devant DIB (2,49 Mds TK) et DPB (300 M). La clientèle est constituée de Bangladais de la diaspora (NRB). Les rendements sont conséquents (12% pour le WEDB après une maturité de 5 ans, 7,5% pour le DPB et 6,5% pour le DIB après 3 ans ; WEDB a une valeur faciale de 25.000 TK soit 255 € et les deux derniers de 500 USD).

Selon l'IFC, la Banque centrale devrait élargir sensiblement la gamme des produits financiers, étendre le réseau de vente aux correspondants bancaires à l'étranger et permettre l'achat en ligne, pour développer ce marché.

- **Les investissements directs du Bangladesh à l'étranger étaient négatifs au cours de l'exercice budgétaire 2019.** Selon la Banque centrale (BB), les investissements directs nets du Bangladesh à l'étranger (IDB) se sont soldés par un désinvestissement de 1 M USD en FY2019.

Les données du rapport annuel de la CNUCED (*World Investment Report 2020*), paru en juin dernier, font par ailleurs ressortir que le stock d'IDB s'élevait à 1,6 Mds USD fin juin 2019, à comparer avec un stock d'IDE de 18,7 Mds USD ; la ventilation par secteur ou destination n'est en revanche pas disponible. En termes de flux nets sortants, la moyenne des dix dernières années s'élève à 40,3 MUSD ; le cap des 50 M\$ n'a été dépassé qu'en 2017, avec un niveau record de 142 MUSD.



Afin d'encourager les IDB, la Banque centrale vient de mettre à jour sa réglementation (*Capital Account Transaction (Overseas Equity Investment) Rules, 2020*). Jusqu'à présent, l'absence de réglementation claire rendait nécessaire l'étude, au cas par cas, des projets d'investissements.

8 dossiers seulement ont été validés depuis 2013 (Mobil Jamuna au Myanmar, ACI Healthcare et Square Pharma aux Etats-Unis, Incepta Pharmaceuticals au Royaume-Uni et en Estonie, BSRM Steel au Kenya, Spectrum Engineering à Singapour, etc.). La plus grosse opération a concerné le groupe de confection DBL dans des usines en Ethiopie. En août 2020, AKIJ Group a pu acquérir pour 20 M\$ deux usines en Malaisie. Plusieurs projets sont sur les rangs : Ha-Meem Group pour une usine de confection en Haïti, Nitol-Niloy Group dans une banque en Gambie, Summit Group dans un chantier naval à Singapour, Meghna Group au Cambodge, Pran-RFL Group en Inde.

Désormais, les exportateurs titulaires d'un compte à l'étranger (*Exporter Retention Quota ERQ account*) sur lequel ils conservent une partie des règlements, pourront, sous conditions (seuil de main d'œuvre bangladaise de 30%, absence de défaut de paiement, notation financière saine, etc.), investir en utilisant leurs avoirs étrangers, dans la limite de 20% des recettes d'exportations sur une moyenne des 5 dernières années. Les opérations resteront supervisées par *Bangladesh Bank*. L'objectif est d'accélérer l'internationalisation des entreprises, l'intégration verticale de leur chaîne de valeur, tout en accompagnant la nécessaire diversification des exportations.

## BHOUTAN

- **Ambitieux plan de relance de l'économie en préparation.** Alors que le PIB a reculé de 6,7% en aout pour cause de COVID-19, le gouvernement prépare une réponse économique globale et identifie les secteurs clés de l'économie, tel le tourisme (2<sup>ème</sup> contributeur au PIB), l'agriculture ou encore l'extraction minière et la construction très affectés par la pandémie ainsi que les défis les plus importants comme le digital.

Le gouvernement envisage par ailleurs l'introduction de prêts sans garantie qu'il porterait. Les autorités envisagent également l'injection de liquidités dans l'économie. Elles devraient se



concentrer en particulier sur la rationalisation du *Mini Dry Port* pour en augmenter le trafic. Les entreprises d'Etats pourraient aussi être enjointes à modifier leur statut, à accueillir les investissements privés et accepter les partenariats publics-privés.

- **Emission de la première obligation souveraine du Royaume.** Le but de cette opération est de diversifier les sources de financement dans le cadre de la relance économique post confinement. La valeur faciale de cette obligation est de 3 M BTN (40 000 USD) à maturité 3 ans et avec un taux de coupon de 6,5%. L'émission de l'obligation a été bien reçue et fait l'objet d'une sursouscription, au-delà de 100%. Cette initiative était encouragée par l'*ESCAP* pour préparer le Bhoutan à entrer sur le marché international. Depuis 2017 et à la demande du Royaume, l'*ESCAP* a apporté son aide technique aux organismes bhoutanais pour la finalisation d'une telle opération dont le COVID-19 aura toutefois été l'élément déclencheur qui aura permis la mise en œuvre effective de ce projet.
- **Plus de 120 M USD de subventions accordées par l'ONU**, de 2019 à 2023 dans le cadre de la Stratégie du Développement Durable, selon le *Annual Results Report 2019* publié le 17 septembre. Les subventions concernent des investissements, dans les quatre secteurs clés : le renforcement des données, les services sociaux, gouvernance et l'action climatique et la prévention des catastrophes naturelles.

## INDE

### INDICATEURS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERS

- **Prévision d'une récession de 5,9% par la CNUCED pour** cette année. Cette prévision est plutôt inférieure à celles des autres observateurs de l'économie indienne. Le rebond attendu du PIB de 3,9% pour 2021 l'est tout autant. L'agence onusienne relève que le ralentissement de l'économie se traduirait par une perte de revenu sur le long terme et déconseille à l'Inde d'appliquer des politiques d'austérité face à la crise.

Selon l'antenne locale de Standard & Poor's, environ les trois quarts des entreprises qui ont opté pour le moratoire accordé par la Banque centrale indienne aux Micros et PME étaient de mauvaise qualité. Ce gel de six mois sur les remboursements de leurs prêts a pris fin le 31 août et ce moratoire couvrait environ un tiers de l'encours des prêts. Une étude complémentaire de Bloomberg considère par ailleurs qu'environ un quart des petites entreprises seraient en instance de fermeture en raison de difficultés de financement.

- **Le marché des actions atteint un étiage de quatre mois, avec une accélération des liquidations par les investisseurs étrangers au cours des trois dernières semaines.** Les indices de référence - S&P BSE Sensex - ont encore glissé de 3% cette semaine, moins bonne performance parmi les marchés asiatiques, en raison notamment de la mauvaise orientation des titres du secteur financier. *Le S&P BSE Bankex*, référence pour les actions du secteur bancaire, affiche ainsi un plus bas depuis trois mois.

### AUTRES INFORMATIONS

- **Le Parlement a approuvé lors de sa récente session trois projets de loi clés sur la réforme du droit du travail.** Ils tendent à éliminer les obstacles à la liquidation des entreprises et



permettent le licenciement de personnel sans autorisation pour les entreprises jusqu'à 300 employés :

1/ Le Code de la sécurité, de la santé et des conditions de travail sur le lieu d'activité consolide et modifie les lois régissant la sécurité, la santé et les conditions de travail des personnes employées dans un établissement, et les questions connexes.

2/ Le Code des relations industrielles vise lui à consolider et à modifier les lois relatives aux syndicats, aux conditions d'emploi dans les établissements ou entreprises industriels, aux enquêtes et au règlement des conflits du travail.

3/ Le Code de la sécurité sociale modifie et consolide les lois relatives à la sécurité sociale ; il vise à étendre le bénéfice de la sécurité sociale à tous les salariés et travailleurs du secteur organisé, comme du secteur non organisé.

- **Retour des prêts immobiliers et du secteur automobile à leur niveau de 2019 en juillet et aout.** Pendant cette période, les demandes de prêts immobiliers ont atteint 112% du niveau de l'année dernière à la même période, selon *CIBIL* la plus grande entreprise indienne de collecte d'informations sur le crédit bancaire. Le rebond de la demande de crédit est plus prégnant chez les organismes publics de prêts plutôt que les organismes privés. Cependant ce retour de la demande de crédit n'est pas pour autant synonyme de dynamisme économique puisqu'elle est pour partie imputable à une demande latente qui n'a pas pu être satisfaite lors du confinement. De plus, si la demande est bien revenue à la marque de juillet-aout 2019, elle demeure inférieure à celle d'avant COVID-19, en janvier 2020.

## MALDIVES

- **Révision à la baisse des prévisions de croissance par la Banque asiatique de développement.** La BASD anticipe une chute du PIB à hauteur de -20,5% contre -11,3% dans ses prévisions de juin dernier. Un rebond de 10,5% est néanmoins attendu pour l'exercice 2021. Par comparaison, la croissance de 2019 était de +5,9%. L'effondrement du tourisme du fait de la pandémie du COVID-19 a très fortement impacté l'économie de l'archipel, ce secteur comptant pour les deux-tiers du PIB. Les Maldives ont accueilli 402 089 touristes au cours des 8 premiers mois de l'année, soit une chute de -65,1% par rapport à l'année 2019. Le solde du compte courant devrait être de -17% du PIB cette année contre -26,3% en 2019.
- **Hausse du déficit public sur la période 1<sup>er</sup> janvier – 10 septembre 2020.** Le budget 2020 avait approuvé 29,9 Mds MVR de recettes. Du début de l'année jusqu'au 10 septembre, les recettes publiques (incluant les dons) s'élevaient à seulement 9,5 Mds MVR contre 16,7 MVR sur la période équivalente en 2019, soit une chute de -43,1% en g.a. Cette chute s'explique notamment par un effondrement des recettes fiscales à 7,7 Mds MVR, soit -36,9% en g.a. Le budget 2020 avait approuvé 36 Mds MVR de dépenses. Celles-ci ont atteint 17,3 Mds MVR sur la période étudiée, soit une légère baisse (-2,8%) par rapport au montant de l'an dernier (17,8 Mds MVR). Du 1<sup>er</sup> janvier au 10 septembre, les dépenses de fonctionnement ont diminué à 12 Mds MVR (soit -11,1%) alors que les dépenses d'investissement ont atteint 5,3 Mds MVR (soit +23,3 %). Par conséquent, le déficit public s'est considérablement accru, atteignant 7,8 Mds MVR sur la période étudiée contre 1,1 Md MVR l'an dernier, soit +609%. Le déficit prévisionnel inscrit dans le budget pour l'ensemble de l'année 2020 était de 6 Mds MVR, soit -6,2% du PIB. Du fait de la crise, Fitch prévoit un quasi-doublement du déficit à -12% du PIB.



## NEPAL

- **Portemonnaies électroniques pour les travailleurs migrants.** Les Népalais qui travaillent à l'étranger (environ 2,8 M de personnes) pourront désormais transférer leurs revenus au moyen de portemonnaies électroniques qui ont été créés par la *Nepal Rastra Bank*. Ces transferts des Népalais de l'étranger ont représenté 23,2 % du PIB pour l'exercice 2019/20.
- **Le ministre de la culture, du tourisme et de l'aviation civile estime les pertes à 60 Mds NPR (508 M USD) pour le secteur du tourisme,** en raison de la pandémie et de la fermeture des frontières.
- **Prêt de 200M USD de la Banque mondiale au Népal.** Ce prêt a pour objectif de renforcer la stabilité du secteur financier et de diversifier les solutions de financement dans le cadre de la reprise économique post-COVID.
- **Versement d'un don de 1,54 Mds NPR (13 M USD) de l'Inde au Népal pour la reconstruction post-séisme.** On rappellera que l'Inde avait promis une aide de 150 M USD sous forme de don et de lignes de crédit pour financer des projets de reconstruction au Népal. Avec ce versement, l'Inde aura ainsi transféré 72 M USD au Népal et près de 92% des logements sur les 50 000 prévus ont été construits. L'Inde s'est également engagée à financer la reconstruction de 70 écoles et d'une bibliothèque pour un montant de 50 M USD.

## PAKISTAN

- **Statu quo dans la conduite de la politique monétaire.** Le Comité de politique monétaire a décidé de maintenir le taux directeur à 7 %, cela après une baisse cumulée de 625 pdb entre mars et juin 2020 suite au choc lié à la pandémie Covid-19. Il estime que l'orientation actuelle de la politique monétaire demeure appropriée pour faire face aux pressions inflationnistes (prix des produits alimentaires notamment) et respecter la cible fixée autour de 7-9 % sur l'exercice 2020/21, tout en soutenant la reprise naissante de l'activité économique et en préservant la stabilité financière.
- **Amélioration marquée du solde de la balance courante sur les deux premiers mois de l'exercice 2020/21** (du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021). La balance courante affiche un solde positif à 805 M USD (1,8 % du PIB), à comparer à un déficit de 1,2 Md USD un an plus tôt. Cette nette amélioration s'explique principalement par un recul marqué du déficit des échanges de biens à 3,3 Mds USD (-8,8 % en glissement annuel) en lien avec le ralentissement de l'activité économique. Tant les exportations que les importations enregistrent un recul notable (respectivement -16,6 % à 3,4 Mds USD et -12,6 % à 6,7 Mds USD). Les transferts de travailleurs, qui continuent de progresser pour s'établir à 4,8 Mds USD sur la période considérée (+31 %), permettent de couvrir l'intégralité du déficit commercial.
- **Progression des flux nets d'IDE en juillet et août 2020.** Les flux nets s'affichent en hausse de 39,9 % en glissement mensuel sur les deux premiers mois de l'exercice 2020/21 (du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021) pour atteindre 226,7 M USD. Les principaux pays d'origine des investissements directs en flux nets sur la période considérée sont la Norvège (19,9 % du total), les Pays-Bas (17,5 %) et Malte (16,3 %). En termes sectoriels, les flux nets d'IDE se concentrent



dans les services financiers (37,7 %), les communications (16,3 %) et les machines électriques (16,1 %).

- **Bilan de l'aide financière internationale reçue en soutien des efforts de lutte contre la crise sanitaire et les effets socio-économiques de la pandémie Covid-19.** Le Ministre fédéral des affaires économiques, Makhdoom Khusro, dans une réponse écrite à l'Assemblée nationale a dressé un panorama de l'aide financière octroyée par les partenaires bilatéraux et multilatéraux du Pakistan (voir infra).

Le montant total des prêts accordés dans ce cadre atteint 3,3 Mds USD, à comparer à 92,3 M USD pour les dons. Le taux de déboursement de l'aide atteint respectivement 86,9 % et 42,9 % pour les prêts et les subventions. Le ministre a également indiqué qu'un allègement d'un montant de 2 Mds USD avait été obtenu par le Pakistan dans le cadre de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20 et du Club de Paris.

L'appel massif au soutien de la communauté internationale a toutefois eu un fort impact sur la dette publique du Pakistan qui atteint 87,2 % du PIB fin juin 2020, à comparer à 86,1 % un an plus tôt.

- Aide financière internationale en lien avec la pandémie Covid-19 (en M USD)

	Prêt		Dons	
	Engagement	Déboursement	Engagement	Déboursement
Fonds monétaire internationale	1386	1386		
Banque mondiale	300	111		
Banque asiatique de développement	850	629	7,8	0,5
Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures	750	750		
France	47	22		
Nations Unies			0,4	0,4
Japon			28,3	2,9
Chine			4	4
Etats-Unis			31,9	20,9
Union européenne			19,9	10,9
<b>TOTAL</b>	<b>3,333</b>	<b>2,898</b>	<b>92,3</b>	<b>39,6</b>

- **Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) de la Banque mondiale accorde un sursis d'exécution de la sentence arbitrale dans l'affaire Reko Diq.** La procédure aux fins d'annulation étant en cours devant un comité ad hoc de l'institution du Groupe de la Banque mondiale, il est sursis à l'exécution de la sentence arbitrale rendue en juillet 2019 jusqu'à la décision de celui-ci.

Pour mémoire, les autorités pakistanaises avaient refusé d'attribuer en 2011 un contrat d'exploitation de la mine de cuivre et d'or de Reko Diq située dans la province du Baloutchistan à *Tethyan Copper Company* (TCC, Australie) – consortium formé par les entreprises *Antofagasta Plc* (Chili) et *Barrick Gold* (Canada) – qui avait conduit les études préliminaires



(exploration et faisabilité) pour un montant estimé à 220 M USD. La sentence arbitrale du CIRDI prévoit le versement d'un montant de près de 6 Mds USD en dommages-intérêts par le gouvernement pakistanais à ce consortium (plusieurs clauses du traité bilatéral d'investissement conclu entre le Pakistan et l'Australie en 1998 n'auraient pas été respectées).

## SRI LANKA

- **Révision à la hausse des prévisions de croissance par la Banque asiatique de développement.** La BAsD anticipe une contraction du PIB à hauteur de -5,5% contre -6,1% dans ses prévisions de juin dernier. Un rebond de 4,1% est néanmoins attendu pour l'exercice 2021. Par comparaison, la croissance de 2019 était de +2,3%. Le solde du compte courant devrait être de -2,4% du PIB cette année contre -2,2% en 2019.
- **Diminution de -19,2% des recettes d'exportation sur la période janvier-août 2020.** Selon l'*Export Development Board*, les exportations de marchandises ont rapporté 6,4 Mds USD contre 7,9 Mds USD l'an dernier sur la même période, soit une chute de -19,2% en g.a.

Les exportations se sont cependant largement redressées au cours des derniers mois après un plancher à 282,3 M en avril en plein confinement ; atteignant 1,1 Mds en juillet (+11,3% en g.a) et 947,7 M EUR en août (-8,3% en g.a). Le textile et habillement, premier produit d'exportation, a vu ses ventes à l'étranger diminuer de -23,7% en g.a à 2,8 Mds USD (dont -12% en août). Les exportations de thé, à 805,6 M USD, accusent une baisse de -12%. Les exportations de produits en caoutchouc ont chuté de -17% à 506,8 M USD, en dépit d'une forte demande en gants.

Les exportations vers les Etats-Unis, premier marché à l'étranger, ont été de 1,7 Md USD sur la période janvier – août 2020 (-20,7% en g.a ; 26,6% de part de marché). Les exportations vers le Royaume-Uni, 2<sup>ème</sup> destination à l'export, et l'Inde accusent respectivement une baisse de -20,4% (552,5 M USD) et de -23,3% (397 M USD). Les ventes vers la Chine restent faibles, à 139 M USD (-10,4%) sur la période étudiée.

- **Hausse des transferts financiers des migrants en juillet.** Ceux-ci ont augmenté de +12,2% à 702 M USD en juillet contre 626 M USD durant le mois équivalent en 2019 ; et ce malgré la crise actuelle et le rapatriement de nombreux sri lankais expatriés. Sur la période janvier – juillet 2020, ces transferts ont atteint 3,7 Mds USD, soit une baisse de -5,5% en glissement annuel.

Ces derniers constituent cette année la deuxième source de rentrées en devises pour le pays (6,7 Mds USD reçus en 2019), après les recettes générées par les exportations de marchandises.



**Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface**

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
<b>Maldives</b>	B3	Négative	-	-	B	Négative	D	D

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Service Économique Régional de New Delhi**

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par P. Pillon, T. Gharib, S. Lefez, P-H. Lenfant, D. Simon, A. Boitière, J. Deur et H. Lafond.

Version du 25/09/2020